L'ABEILLE.

PUBLIÉE TOUS LES JOURS, PAR JEROME BAYON, IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Aussi que l'UNION soit conservée."

LUNDI MATIN, 29 AVRIL 1833.

POUR GOUVERNEUR:

J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 26 avril.

La malle de mardi nous a apporté les journaux de New-York du 8 et ceux de Philadelphie du 9—rien de nouveau. Nous avons aussi, samedi soir, à la Bourse, un extrait de lettre de New-York du 9 (qu'on trouvera dans la partie anglaise) qui annonce l'arrivée de *Mary Haviland*, parti de Liverpool le 8 mars. On verra que le marché au coton y était en mouvement.

Hier, jour de malle du nord:

NOUVELLES DIRECTES DE FRANCE.

Le navire *New-Orleans*, capitaine PATTEN, parti de Hâvre le 5 mars, est entré dans ce port dans la matinée d'hier. Nous n'avons pas reçu nos lettres par cet arrivage, mais une maison de cette ville a eu la bonté de nous communiquer deux gazettes du Hâvre jusqu'au 6, et un prix-courant du 7, dont nous avons extrait tout ce qui nous a paru intéressant.

La nouvelle la plus importante est celle de la convocation des anciennes Cortès par Ferdinand. Tous les amis des idées libérales, et ceux qui prennent intérêt à ce pays doivent se réjouir d'une nouvelle aussi agréable.

Il paraît que les jours de la duchesse de Berry étaient en danger.

Les affaires d'Orient sont toujours dans le même état; néanmoins les journaux allemands sont d'opinion que la paix n'est pas éloignée.

Ce tête-de-cheval ligue qui a fait pendant quinze ans peser un joug de fer sur les peuples de l'Europe, et qu'on croyait à jamais rompue, la *Sainte-Alliance*, n'a pas péri tout entière dans la pensée de ses dignes auteurs. S'il faut en croire quelques articles de Londres, il s'élabore certain projet, qui donnerait lieu de croire fortement qu'il est question de renouer l'infernale trame ourdie naguères par les tyrans de l'Europe pour maintenir en France la branche-aînée des Bourbons.

M. de Chateaubriant a été acquitté.

Le correspondant particulier du *Journal du Hâvre* lui écrit de Paris que le successeur du baron Van Zuylen à Londres est M. Dedel; et il ajoute que c'est une sorte de triomphe pour lord Palmerston et le prince de Talleyrand, qui avaient en quelque sorte nommé le gouvernement hollandais de remplacer M. Van Zuylen. Mais ce changement n'amènera pas davantage un résultat définitif, parce qu'il est probable que M. Dedel continuera le système dilatoire du baron, qui est celui du roi Guillaume lui-même.

Les agents de don Pedro en Angleterre font de grands efforts pour lever de nouvelles recrues pour l'armée de Porto. Des ressorts considérables en hommes; et en matériel ont été partir de Falmouth au commencement de mars.

Le *Journal du Hâvre* du 2 mars dit que la liste du Lloyd-Français du 28 février était accompagnée d'un supplément, la feuille ordinaire n'étant pas assez grande pour contenir tous les détails parvenus à cette administration sur les désastres soufferts par les navires durant les derniers coups de vent.

Le *Globe* de Londres du 25 février contient le singulier rapport que voici: "A une vente qui a eu lieu dernièrement au magasin d'Evans (libraire de Londres) il s'est trouvé une lettre du comte de Provence (Louis XVIII) au duc de Fitz-James, de sa propre écriture, et portant le millésime 1789. Il informe le duc que depuis six semaines il a entre les mains la preuve irrécusable de l'illégitimité des enfants de Louis XVI, et aussi des preuves de la conduite coupable de la reine Marie-Antoinette. Il l'engage à faire une motion à ce sujet à l'assemblée des Notables, à laquelle il ne sera pas présent, attendu qu'il sera le comte d'Artois alors. Il ajoute que ces découvertes ne seront pas fort agréables au roi, qui est toujours le jouet de sa femme, et conclut en demandant d'une manière significative: Mé-t-il de régner?" Ce document important a été acheté par MM. Truttle et Wartz."

Après cela, elles doivent vous être arrivées à leurs familles!

L'Indicateur de Bordeaux annonce que la comtesse de Neipperg, autrement dit Mme. Thérèse de Berry, est malade, et que des médecins sont partis pour lui donner des soins. Le terme approche peut-être.

Le gouvernement français vient d'acheter la bibliothèque du feu baron Cuvier, pour la somme de 72,000 frs, et les manuscrits égyptiens de M. Champollion jeune, pour la somme de 50,000 frs.

Le *Messager de Gallignani*, journal anglais publié à Paris, révoque en doute l'authenticité de cette note énergique qu'on dit avoir été présentée au roi Guillaume par lord Palmerston et Talleyrand.

La maladie à laquelle on a donné le singulier nom d'*influence* est extraordinairement répandue en Russie, et ce moment. On dit qu'à Moscou il n'y a pas moins de 160,000 personnes qui en sont atteintes.

Le voyage du roi de Bavière en Italie est ajourné.

Le *Messager des chambres*, journal de Paris fondé par M. de Martignac au temps de son ministère, et qui depuis a soutenu successivement toutes les nuances de l'opinion libérale, et a fait même quelquefois de la bonne légitimité, a été vendu à l'encan le 21 février, en l'étude de Me. Varin, notaire; il a été adjugé à M. Hector Couvert, pour la somme de 99,750 fr.

M. Bascans, éditeur, et M. Nie, imprimeur de la *Tribune*, journal de Paris, traînés sur les bancs des assises sous la prévention d'avoir publié des articles insultants pour S. M. Louis-Philippe, ont été tous deux acquittés.

Une lettre de Gênes du 15 février annonce que le comte d'Espagne, échappé dernièrement à la Santa-Hermandad de Ferdinand VII, est arrivé sain et sauf dans cette ville. Il doit la vie aux bons offices de l'ex-vice consul anglais de Barcelonne.

Le docteur Wolowski, ex-médecin en chef des hôpitaux de Varsovie et de l'ex-armée polonaise, a été nommé par ordonnance royale, chevalier de la légion d'honneur, en récompense des services qu'il a rendus pendant le choléra.

A propos du choléra: cette affreuse maladie n'a pas fait moins de 600 orphelins dans l'arrondissement de Paris.

Le duc d'Orléans, suivi du général Marbot, est parti pour Bruxelles. On avait répandu le bruit que son altesse, accompagnée de son frère le duc de Nemours, avait été rendre une visite au général Lafayette; mais le *Messager* dit formellement que c'est faux.

Le célèbre ornithologiste américain Audubon fait maintenant un voyage dans les villes situées sur l'Atlantique, à l'effet de remplir la souscription destinée à payer les frais d'impression du second volume de son grand ouvrage. Cet ouvrage se composera de 4 volumes, au prix de 200 piastres par volume!!!

EXTERIEUR.

FRANCE.

PARIS, 5 mars.

—Il n'est plus question de rappeler la garnison d'Ancône, malgré les protestations littéraires du pape contre le séjour des troupes françaises sur son territoire. On paraît même d'y envoyer de nouvelle troupes. On fortifierait à Ancône une sorte de dépôt militaire, pour le cas où il faudrait envoyer des troupes dans l'Orient, pour prendre part à l'insurrection dans les affaires turco-égyptiennes.

—C'est aujourd'hui que M. Pozzo di Borgo est attendu à Paris, après être resté plus de deux mois à Londres. Ses efforts pour réconcilier le cabinet de Saint-James avec la politique Russe, paraissent avoir été entièrement échappés du succès; pendant son séjour en Angleterre, le diplomate russe a constamment évité les conférences où se trouvait M. de Talleyrand; et lorsque ces deux diplomates se rencontraient ensemble, en remarquait entre eux un excès de politesse qui cachait évidemment le peu d'harmonie qui existe dans leurs rapports officiels.

—Nous apprenons que les cours du Nord intriguent en Espagne pour ramener entièrement le cabinet de Madrid à l'ancien système. M. de Royneval a écrit dernièrement au ministre des affaires étrangères, pour annoncer que les efforts de l'ambassadeur de Russie commencent à faire quelque impression sur l'esprit de Ferdinand.

PARIS, 3 mars.

D'après les nouvelles de Bordeaux, du 2 mars, il est positif que la santé de la duchesse de Berri a été fortement ébranlée, par suite de l'avec qu'elle a fait de ses ressources ou de la publicité que cet aveu a reçue. Son indisposition a même pris, à ce qu'on assure, un caractère assez grave pour nécessiter l'emploi [illegible] médicaments. La forteresse de Blaye. D[illegible] 22 février au 1er. mars, MM. Bourges, [illegible] Ganilhac se sont rendus en toute hâte auprès de la duchesse de Berry, et ils ont eu une consultation avec [illegible] qui y était arrivé le jeudi au matin. Le [illegible] quatre docteurs n'étaient pas encore de retour à Bordeaux, on [illegible] livrait à mille conjectures sur le but de leur voyage. On croyait que maladie était à toute extrémité, par suite d'une fausse couche; le bruit n'en est aussi répandu hier soir dans Paris, et l'on disait que plusieurs médecins venaient de recevoir ordre de partir à l'instant même pour Blaye.

Quelque nouvelle soit exacte ou exagérée, elle n'en va pas moins être exploitée par toute la presse légitimiste, qui s'efforcera ainsi de rendre la duchesse de Berry intéressante. Si la princesse venait à mourir, ce serait un événement qu'exploiteraient les carlistes qui ne manqueraient pas de trouver des preuves que la duchesse de Berri n'était pas enceinte, et que la déclaration était extorquée ou même apocryphe. Il n'y a pas de combinations perfides qu'ils ne fussent alors disposés à mettre en circulation. Il faut, maintenant que le secret de la duchesse de Blaye est divulgué, laisser plus libre l'action auprès de la princesse, afin que chacun puisse bien se convaincre de sa position réelle. C'est le seul moyen qui reste au gouvernement d'ôter tout soupçons aux incrédules du parti carliste.

En attendant les preuves ultérieures, la *Quotidienne* continue son système de dénégation, et chaque jour elle publie de nouvelles protestations contre la déclaration de la prisonnière de Blaye. Aujourd'hui, c'est M. le vicomte de Conney, qui vient argumenter contre cette pièce officielle. Du reste, tous ces faisceaux de protestations font passage de bien peu d'habileté dans leur système de défense; car dès qu'il sera prouvé que le fait qu'ils contredisent est exact, toutes les épithètes dont ils gratifient par fois une régente de France, qui se rendrait coupable de la faute qui est reprochée à la duchesse de Berri, retomberont naturellement sur cette malheureuse princesse, et ils auront alors beaucoup de peine à expliquer leurs protestations.

—Nous apprenons que deux médecins sont partis ce matin, en poste, pour Blaye, afin d'assister à une consultation sur l'état de la duchesse de Berry.

—On dit que la flotte russe qui est partie de Sebastopol, pour se rendre à Constantinople, doit continuer sa route malgré la tournure pacifique que les affaires d'Orient ont pris tout récemment. Si ce bruit vient à se confirmer, il faudra que le gouvernement français fasse partir aussi la flotte que l'on prépare à Toulon pour surveiller l'escadre russe.

—La duchesse de Berri est tombée très-grièvement malade en apprenant que sa déclaration du 22 février n'avait point été tenue secrète, et qu'elle avait été mise officiellement par le *Moniteur* au ban de l'Europe. Elle serait tombée dans un délire aigu, qui déjà l'avait tourmentée avant le 22, et ses jours seraient dans un état presque désespéré.

—Le bruit s'est répandu ce matin dans la capitale qu'une estafette arrivée cette nuit à l'ambassade d'Espagne, aurait apporté la nouvelle d'une convocation des Cortès par décret du roi, qui aurait été *inséré dans la Gazette de Madrid*. Nous rapportons ce bruit sans prétendre le garantir, quoiqu'il nous ait été successivement communiqué par plusieurs Espagnols à même d'être bien informés.

—Les journaux ont annoncé une prochaine dissolution de la chambre, dont l'époque serait fixée déjà à l'accouchement de la duchesse de Berri. Je crois qu'il s'agit en effet de dissolution; mais cette mesure serait appuyée sur un événement autrement grave que l'accomplissement d'un fait déjà officiellement connu, et exploité par toutes les opinions.

La chambre sera dissoute aussitôt que le grand traité de quasi sainte-alliance, qui s'élabore à Londres et dont je vous ai déjà parlé, sera mené à fin; on espère l'avoir conclu avant la fin de mars, ou tout au plus tard pour le moment où la session de 1832 s'achèvera. On croit qu'à l'aide du bruit qu'on fera de l'entrée de la France dans la famille européenne, on obtiendra une chambre bien autrement juste-milieu que celle de 1831. Ce calcul pourrait être trompé.

—M. de Talleyrand a écrit à Paris, pour blâmer la publicité donnée à la déclaration de Blaye, et surtout de la forme de cette publicité. Il pense que par la crainte de cette divulgation du secret de la duchesse, on aurait obtenu de elle et des puissances bien autre chose que ne rapporte l'article du *Moniteur* du 26 février.

HOLLANDE.

La séance des états généraux de La Haye, du 1er. courant, est de la plus haute importance en Hollande, on avait paru croire que la communication du ministre des affaires étrangères annoncerait des dispositions plus pacifiques de la part du cabinet néerlandais, mais il est évident que le dessein de Guillaume est encore de gagner du temps, en déclarant que les cinq puissances auraient à reprendre les négociations avant qu'il puisse accepter aucune des propositions qui lui ont été faites.

PORTUGAL.

NOUVELLES DE LISBONNE, *des 16 et 18 février.*

C'est moins dans l'intérêt de la cause constitutionnelle portugaise, que dans celui de l'humanité, que nous devons rassurer les esprits contre un nouveau piège tendu par les menteurs miguélistes, à la crédulité publique. Le tableau des ravages et des terribles accumulés par le choléra, et encore trop présent à notre souvenir, pour que la crainte de la reapparition de ce fléau ne soit pas de nature à saisir les plus justes alarmes, partout où l'on pourra soupçonner sa présence. Que serait-ce donc, si, par d'indignes manœuvres, on essayait de faire croire à sa réalité?

C'est ce que vient de tenter charitablement le parti adverse de dona Maria. Il a supposé et proclamé, par toutes les voies imaginables, que le choléra s'était déclaré avec violence dans Porto.

Il fallait donner un corps à ces bruits hasardés. Pour y parvenir, on a commencé par faire publier, par les agents consulaires du gouvernement espagnol, un refus d'admettre sur toutes les patentes des navires ayant cette ville pour destination. On a fait suivre cette annonce, d'un règlement de ce gouvernement, qui soumet à une contumace, plus ou moins longue, toutes les provenance de Porto.

Dans le même moment, on implorait la protection de l'Eternel, par des prières et des processions, et l'on a poussé la jongleries jusqu'à prêter les promener à leur suite les images des saints les plus en vénération. C'est à l'assistance du patriarche que l'on doit d'avoir vu été une pareille profanation dans un but qui a la mort et la religion réprouvent également. Puisse-t-on vénérable prélat n'avoir point à se repentir de cette opposition, qui a été dénoncée à l'usurpateur!

Ce qu'il y a de singulier, à travers cet infâme manège, c'est qu'à Porto on se porte bien, et qu'il n'existe d'épidémie que dans les quartiers de don Miguel hors de cette ville. Là, un typhus, causé par les mauvais alimens, les fatigues et les bivouacs, enlève de 50 à 60 hommes par jour. Son armée est tellement affaiblie, qu'il est question de la replier sur Coimbre, et pour faciliter ce mouvement, 2000 chevaux et mulets ont été requis pour le transport des malades.

Don Miguel, à son retour à Lisbonne, a ordonné un redoublement d'activité dans le travail des fortifications et plus particulièrement dans les défenses du château de St.-Georges.

Il a aussi ordonné une levée de 6000 hommes, dans laquelle seront admis, avec amnistie entière, les volontaires royalistes déserteurs. Ceux qui, en quittant leurs drapeaux, avaient emporté leurs armes et leurs bagages, ne sont point exceptés du pardon et de l'admission.

Le 16 février a été un jour malheureux pour certains favoris. Le marquis de Tancos, aide-de-camp de don Miguel, a été fustigé de sa propre main et chassé de son palais. Le comte de Barbacena est tombé en pleine disgrâce. Le commandant de la forteresse qui a tiré sur le brick français, le fameux Raymondo Joseph Pinhero, a été [illegible] envoyé, sans que cela puisse être considéré comme un commencement de satisfaction pour la France; car la *Gazette officielle* a grand soin d'avertir que cet officier conserve son grade et ses honneurs.

Tout manifeste la détresse du parti miguéliste. Le paiement des intérêts de la dette publique souffrait très-irrégulièrement, et l'on craint qu'à tant de maux ne se joigne bientôt une nouvelle visite de l'escadre française, attendu que le tyrannesu, malgré les conseils de ses alliés, refuse les réparations qui lui sont demandées.

AUTRICHE.

VIENNE, 22 février.

La guerre en Asie est maintenant considérée comme terminée, et il ne s'agit plus que de fixer les conditions sous lesquelles s'opérera la réconciliation entre Méhémet-Ali et la Porte ottomane, à l'aide des négociations qui seront entamées à Alexandrie, et auxquelles doit assister le lieutenant-colonel de Prokesch, comme représentant de l'Autriche. M. de Prokesch se rend à cet effet à Trieste, où une frégate autrichienne l'attend pour le conduire à Alexandrie. Un courrier autrichien a été expédié auparavant pour Londres, avec les nouvelles favorables arrivées de Constantinople. Il paraît que le cabinet anglais suit une marche très logique dans les affaires d'Orient, et qu'il veut contribuer à en rétablir bientôt la paix dans l'empire turc, avec autant de zèle que les cabinets russe et autrichien assurément. Si les négociations, relatives à l'affaire hollando-belge, étaient aussi avancées celles qui concernent la Turquie, on pourrait être tranquille sur l'avenir.—(*Gazette d'Augsbourg.*)

—On parle de désarmement des forteresses du Rhin, autant que ce désarmement est compatible avec le système militaire prussien.

VIENNE, 23 fév.

Plusieurs journaux étrangers font mention d'un traité intervenu entre la France et l'Angleterre d'une part, et l'Espagne de l'autre, dont le but serait de pacifier le Portugal. Nous pensons néanmoins que cette nouvelle est dénuée de fondement, autant de raisons qu'elle donnerait à entendre que l'Espagne s'est engagée à obtenir la renonciation de don Miguel au trône de Portugal, sous la médiation de la France et l'Angleterre contractèrent certaines obligations en faveur de la couronne d'Espagne.

Suivant des lettres du Tyrol, le conseil de guerre aurait condamné à la peine de mort le général Zucchi, qui s'est rendu coupable du crime de haute trahison, en désertant et en prenant les troupes contre l'armée autrichienne à l'occasion des troubles de la Romagne. La sentence est sous les yeux de S. M. l'empereur qui doit la confirmer; on a de forts motifs pour espérer que S. M. commuera la peine capitale.

PRUSSE.

BERLIN, 24 février.

On parle d'une des personnes qui occupent un rang élevé dans la capitale, actuellement la nouvelle récemment arrivée de Hollande, que notre cabinet, agissant de concert avec les cabinets russe et autrichien tâchait de rendre peut être définitivement de la confirmation [illegible] qu'elle rendait à Londres. On avait généralement que les ministres anglais seraient bientôt obligés de faire une concession à ce sujet au parti tory, et de lever l'embargo qui frappe les navires hollandais.

On pense que le mariage du duc Guillaume de Brunswick avec la princesse Elizabeth de Prusse sera publié aussitôt que les différens qui existent entre le duc et son frère auront été arrangés.

Suite de la recherche de La Pérouse.

On trouve plus de détails neufs et intéressans dans la gazette que l'auteur a rédigée en partie d'après les voyageurs anglais, et en partie d'après ses propres observations, sur les sauvages de la Nouvelle-Hollande, race singulière que rien n'a pu civiliser jusqu'à présent, ni même rapprocher de la civilisation. La condition de ces hommes de la nature paraît être devenue sauvage ou de disparaître de leur sol natal. Ils naissent dans l'abrutissement une organisation intellectuelle incomplète; ils font deux ou trois des sauvages [illegible] Perth, quand les passions ne les emportent pas. Plusieurs [illegible] expédition passèrent une partie de leur temps [illegible] doux, et n'eurent qu'à se louer de ces [illegible] inoffensifs et dépourvus de tout ce qui peut rendre la vie agréable.

Leurs femmes [illegible] bien le sort de leur sexe en Europe, si elles pouvaient en avoir l'idée. Quant à leurs époux sort, il consiste à travailler pour leurs maris. Il y a des matelots ou ouvriers anglais, voir même des forçats, qui s'établissent sur les côtes de la Nouvelle-Hollande pour se livrer à la pêche. Ces gens grossiers profitent de la bonne volonté et des humbles dispositions de ces femmes libérieuses pour les envoyer à la chasse des kangarous; à la pêche, pour faire préparer leur nourriture par elles, etc. Les naturalistes de l'expédition virent également à profit la disposition de ces bonnes femmes sauvages pour enrichir le musée d'histoire naturelle de Paris. "C'étaient elles, dit M. Quoy dans le journal de [illegible] ville donne un extrait; c'étaient elles qui plongeaient pour nous apporter des huîtres et autres coquilles, et qui nous procurèrent une grande quantité de gros lézards qui eût été impossible d'avoir sans leur secours."

L'époque du mariage, qui pour les femmes d'Europe est un temps de fêtes et d'enchantemens, est redoutée par les femmes sauvages comme un supplice affreux, c'en est un en effet, que cet enlèvement violent accompagné de toutes les hostilités d'un ennemi furieux; or, cet ennemi furieux c'est le mari ou le prétendant qui vient guetter la jeune femme comme une bête féroce, l'abat d'un coup de casse-tête, s'empare d'elle et la force de s'enfuir avec lui à travers les rochers et les épines. Il l'entraîne toute sanglante et à moitié morte dans sa tanière, et voilà sa compagne installée. Il faut avouer qu'une noce en Europe diffère un peu de cette manière australienne de célébrer *le plus beau jour de la vie*. C'est à qui tourmentera le plus ces pauvres femmes. Dans leur enfance en leur ordère deux phalanges du petit doigt de la main gauche sous le prétexte absurde que ces phalanges les gêneraient pour rouler leur linge de pêche autour de la main. Cette coutume tyrannique est si bien établie, que les femmes qui n'ont pas subi une mutilation aussi insensée sont traitées avec mépris.

Une autre mutilation attend les jeunes garçons; car il faut bien que chaque sexe ait sa part dans cette profusion de coutumes absurdes et cruelles. On leur fait sauter, dans une espèce de cérémonie publique, une dent de devant. M. d'Urville a décrit tout au long les détails de cette cérémonie d'après le témoignage d'un anglais, nommé Collins, qui la vit exécuter sous ses yeux. C'est l'initiation à l'âge de la virilité; de plus c'est un espèce d'impôt ou d'hommage qu'exige la tribu de la baie de Kemmirai, apparemment parce qu'elle est la plus forte; car chez les sauvages encore plus que chez les hommes civilisés, le plus fort aime à faire sentir sa supériorité; les Kemmirais n'ont pas trouvé, à ce qu'il paraît, de moyen plus ingénieux pour donner une preuve authentique de leur suprématie, qu'en obligeant tous les hommes des tribus sur lesquelles ils dominent à se faire arracher une dent par leurs maîtres. Ils l'enlèvent avec une grande dextérité, qui ferait honneur au dentiste le plus renommé, qui qu'ils n'aient pas ses outils, et les jeunes gens subissent l'opération avec une résignation toute stoïque.

L'expédition française se partit du port Jackson pour continuer son voyage dans la direction de l'est. Les tempêtes la reprirent au sortir du port, et telle fut encore cette fois ci la contrariété des vents, que pour la traversée entre la Nouvelle-Hollande et la Nouvelle-Zélande, qui peut se faire en peu de jours, nos voyageurs restèrent dix-sept jours en mer. Les tempêtes paraissaient conspirer contre le succès de cette exploration. Sur la côte orientale de la Nouvelle-Zélande, que M. d'Urville a exploré avec beaucoup de soin, la corvette manqua de périr plus d'une fois entre les écueils.

La Nouvelle Zélande se compose comme on sait de deux îles séparées par le détroit de Cook, le premier navigateur qui ait visité ce pays en détail, et qui en ait donné une description. Depuis ce temps, et surtout depuis que les Anglais se sont établis dans la Nouvelle-Hollande, ce pays insulaire est fréquenté par les navires européens; des missionnaires se sont établis avec leurs femmes chez les sauvages; mais ceux-ci n'en continuent pas moins de manger leurs ennemis. Tout récemment, un des chefs qui vint à bord de la corvette française, ne cacha point qu'il avait mangé son ennemi Poinare contre lequel il avait long-temps guerroyé. Les femmes de ces mangeurs de chair humaine ne viennent pourtant charmer les ennuis des matelots européens, et dès qu'un bâtiment européen arrive, il s'établit un trafic de charmes à bord du navire. Les matelots de la corvette l'*Astrolabe* ne furent pas difficiles que d'autres et s'accommodèrent fort bien de ces sauvages aux lèvres tatouées en bleu. "Malgré les inconvéniens et le dégoût que ce commerce entraîne à certains égards, dit M. d'Urville, je ne crus point devoir m'y opposer ouvertement, tant pour laisser goûter un moment à nos marins l'oubli de leurs maux passés et de leurs longues privations, que pour conserver en ma puissance une utile garantie contre les complots des naturels."

Il paraît que les femmes cherchent aussi des garanties, car elles s'approprient ce qu'elles peuvent saisir; M. Quoy est à cet égard un peu plus explicite que le commandant. Voici comment il s'exprime sur ce singulier trafic: "Nous fûmes entourés d'un assez grand nombre de pirogues parmi lesquelles il y en avait de fort belles, portant environ trente rameurs.... Nous achetâmes, pour des haches et des hameçons, des pommes de terre et plus de cochons que nous ne pouvions en nourrir. On en obtint même pour des couteaux. Les femmes, de leur côté, échangeaient leurs faveurs contre des colliers et des mouchoirs, mais jamais autrement, et toutes étaient portées à ce commerce par le seul désir d'obtenir ce qu'on leur offrait, et de plus ce qu'elles pouvaient attraper, car elles sont très voleuses. C'est ainsi, par exemple, que dans les instans où l'on fait peu d'attention à ce qui se passe autour de soi, elles, au contraire, s'occupaient à désenfiler les boucles des rideaux qui se trouvaient au-dessus de leur tête pour les emporter, à prendre tout ce qui se trouvait à leur portée, serviettes, bonnets, draps de lits, jusqu'à un énorme oreiller en plumes que l'une d'elles cherchait à *dissimuler* sous son bras. Un de nos messieurs eut sa montre, qui était de prix, enlevée; il la retrouva heureusement dans les mains d'un chef, car c'est à eux que finissent par revenir les choses qu'on donne à ces malheureuses ce qu'elles volent."

Il paraît pourtant que tout n'est pas intérêt et cupidité dans ce commerce étanchotin; du moins M. d'Urville assure que lorsqu'à la veille de son départ il fit mettre dans une pirogue douze ou quinze femmes qui s'étaient établies à bord de la corvette depuis son arrivée, il y eut des larmes répandues; "car, dit-il, ces pauvres créatures s'attachent réellement aux Européens, malgré le peu de jours qu'elles ont à passer avec eux." Peut-être aiment-elles pour elles, et volent-elles pour leurs maîtres, qui viennent eux-mêmes les offrir ou louer aux Européens.

La corvette l'*Astrolabe* n'eut que des relations amicales avec les insulaires de la Nouvelle-Zélande; plusieurs Français passèrent même une nuit au milieu des sauvages sur terre, sans courir aucun danger. Il est vrai qu'on eut soin de garder des otages à bord de la corvette, et de respecter leurs préjugés, surtout leur *tabou* ou *tapou*, c'est-à-dire l'idée sacrée qu'ils ont de certains objets. M. d'Urville présume avec raison que c'est pour n'avoir pas connu ce tabou que plusieurs navigateurs antérieurs ont excité, sans le savoir, la vengeance des sauvages et en ont été les victimes. Le commandant Marion, entre autres, qui n'avait apporté que des bienfaits aux sauvages, fut impitoyablement massacré par eux, sans qu'on en sache la cause. Peut-être toute son imprudence consistait-elle à marcher sur une terrain tabou. Le nom de l'infortuné Français et sa triste fin sont restés dans la mémoire des sauvages, et le capitaine Dillon apprit même dans sa relation de voyage, que les insulaires de la mer du Sud chantent des complaintes sur sa mort. Ils auraient tort en effet d'oublier le nom d'un navigateur paisible qui est venu leur apporter le porc, la pomme de terre, l'oignon, et d'autres légumes qui contribuent maintenant à répandre l'abondance dans une partie de la Nouvelle-Zélande.

Le bienfait est d'autant plus important que ces îles sont naturellement pauvres en animaux, en fruits et en légumes. Sur la plage de la pointe de l'Aiguade nos voyageurs ne virent ni oiseaux, ni insecter, ni même de reptiles; ces déserts solitudes avaient quelque chose de solennel et de lugubre. Cependant le sol de la Nouvelle-Zélande est généralement fertile, et le climat y est salubre et modéré. Les productions de l'Europe s'y acclimatent bien; il en est de même des animaux. Ainsi les colonies pourront réussir, pourvu que les colons ne soient pas mangés par les sauvages. Des Anglais y avaient commencé un établissement pour la culture et le commerce de ce beau lin de l'île, la *phormium tenax*, dont les Zélandais font des nattes très solides; mais au premier danger d'être dévorés par les indigènes, les colons en sont enfuis. Les missionnaires sont un peu plus courageux; dans leur voisinage pourtant les indigènes rôtissent et dévorent de la chair humaine. On ne peut guère espérer de civiliser promptement cette race féroce qui pourrait annonce de grandes facultés intellectuelles et ne paraît être que l'ouvrage du temps et de la patience. Peut-être la présence d'une colonie grande et forte opérera promptement.

J'espère que la publication de la suite du voyage de M. d'Urville me mettra bientôt à même de continuer avec l'auteur son exploration intéressante de la grande mer du Sud. (*Le temps.*)

DIX PIASTRES DE RECOMPENSE.—Partie marronne de chez la soussignée, le 1er. avril courant, la mulâtresse MARIE, taille d'environ 5 pieds, visage petit, âgée d'environ 35 ans. On suppose qu'elle est quelque part dans les faubourgs supérieurs. Les capitaines de bâteaux à vapeur et de navires sont prévenus de ne pas lui donner [illegible] sous les peines prévues par la loi.

28 avril—4 L. A. CALDWELL.

TRAITES sur France, à vendre par

24 av J. MAGEE.

Commercial.

Marché du Hâvre, 7 mars.

Les [illegible] éprouvé une bonne demande depuis notre dernier [illegible] à l'exception d'une vente de 569 balles coton [illegible] faite en bloc, au quai, à remise de 3%, qui a été [illegible] de l'acheteur, nos cotons ont été généralement [illegible]

Les [illegible] février au 6 mars inclusivement, comprenant [illegible] balles, dont 2697 Louisiane, de 94 à 111; 2595 [illegible], Mobile et Alabama 89 à 108; et 970 Bowbis de 110 à 115; tous aux prix à l'acquitté.

Les arrivages durant le même temps, se sont élevés à 6295 balles des Etats-Unis, savoir:

1734 balles par	arrivage de la Nouvelle-Orléans;	
1420 dito	dito	de la Mobile;
301 dito	dito	de Savannah;
1227 dito	dito	de Charleston;
772 dito	dito	de Norfolk;
[illegible] dito	dito	de New-York;

6295 balles par sept arrivages des Etats-Unis.

Les ventes au 20 fév. 27020 b. sur lesquelles 23044 E.-U.

Arrivages jusq. 6 mars,	6295	6295
	33311	29327
jusq. 6 mars	5829	5212
	27929	24115

(*Par autorité.*)

ACTE

Pour incorporer la Compagnie des "bateaux à vapeur de la Louisiane."

SECT. 1. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale*, que James Foster, [illegible] Thomas Banks et John D. Bein, et leurs [illegible] soient que toutes personnes qui sont ou pourront à l'avenir, être actionnaires dans le fonds social ci-après mentionné, créé dans l'intention d'avoir et d'entretenir des bateaux-remorqueurs pour remorquer les navires, soit en montant, soit en descendant le fleuve Mississipi, depuis et jusques à la mer, sont déclarés en vertu du présent, former un corps incorporé, investi de tous les droits et privilèges nécessaires pour mettre à exécution le but de cette charte, accordés aux corporations autorisées et établies par la loi, sous le nom et titre de "Compagnie des Bateaux à Vapeur de Remorque de la Louisiane," et continuera d'exister ainsi, pendant le terme de vingt ans, à dater de la promulgation de cet acte.

SECT. 2. *Il est de plus décrété, etc.* Que le fonds capital de la dite compagnie devra pas excéder la somme de cent-vingt-mille piastres, et sera divisé en actions de cinq-cents piastres chaque, et les actionnaires ou sociétaires auront respectivement un nombre d'actions égal à l'intérêt qu'ils ont ou pourront avoir par la suite dans le fonds capital de la dite compagnie, et la dite compagnie pourra poursuivre et être poursuivie par toute cour ou cours de justice.

SECT. 3. *Il est de plus décrété, etc.* Que les affaires de la dite corporation seront administrées par un nombre de directeurs qui ne sera pas moindre de deux et n'excédera pas trois, qui devront être actionnaires et choisis annuellement après le premier lundi d'avril de l'année mil-huit-cent-trente-trois, et le premier lundi d'avril de chaque année subséquente, laquelle élection se lera au scrutin et chaque actionnaire, dans les dites élections, aura droit à une voix par chaque action qu'il possédera, à l'époque de la dite élection; et jusqu'au premier lundi d'avril mil-huit-cent-trente-trois, James Foster jr. Thoms Banks et D. Bein seront directeurs de la dite corporation et continueront de l'être jusqu'à ce que d'autres directeurs soient dûment élus.

SECT. 4. *Et il est de plus décrété, etc.* Que les directeurs susdits, et ceux qui pourront de tems à autre, être élus, devront aussitôt que faire se pourra, après leur élection, nommer un d'entre eux président, et ils auront le droit de faire tels réglemens qui ne seront pas incompatibles avec les lois de cet Etat, ou des Etats-Unis, et de nommer tels officiers, agents ou commis qu'ils jugeront nécessaires, à l'effet d'opérer le transport des actions et d'administrer les affaires de la dite corporation; et dans les cas où l'élection n'aurait pas lieu à l'époque où elle devrait se faire, conformément à cet acte, les directeurs alors en place, continueront d'être directeurs jusqu'à ce que d'autres soient élus.

Signé ALCEE LABLANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.

Signé C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 30 mars 1833. A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Samedi à 7 heures du soir, est décédé [illegible] ESTEVANELL, âgé de 48 ans; estimé de tout le monde, sa perte sera vivement sentie de tous ceux qui l'entouraient.

Liste Maritime.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Barque Alasco, Cole, Boston,	Stetson & Avery.
Brick Intrepido, Botta, Havane,	Tufts et Clarke.
Brick Ajax, Rollins, Norfolk,	J W Zacharie et co.
Goël. Louisiana, Smith, Mobile,	Tourné et Beckwith.
Goël. Maria, McCloud, Mobile,	Sloo et Byrne.
Goël Josefina, Botet, Havane,	Estevanell & Courval.

ARRIVES.

Navire New-Orleans, Patten, du Havre, *sur lest*, au capitaine, ayant touché à la Havane.
Navire Archer, Cole, de Philadelphie.
Brick Swan, Harding, de Philadelphie.
Brick Henry, Merrit, de Kingston, J.
Goëlette Emperor, Nartigue, de Tampico.
Goëlette Thaddeus, Hughes, de la Havane.
Bateau à vapeur Huron, Calvers, de Manchester.
Bateau à vapeur Chester, Price, de St.-Louis.
Le commandant Marion, entre autres, qui n'avait apporté
Bateau à vapeur North Alabama, Kelly, de Florence.
Bateau à vapeur Samson, Wallace, de Cincinnati.
Deux chalans d'Alabama, avec 600 balles coton.

MEMORANDA.

Parti du Hâvre pour ce port, 4 mars, le Vesper.
En charge au Hâvre pour ce port, le Wm. Badger, devant partir le 9 mars; le Warsaw, 15 do.
Arrivée d'ici à Nantes, 2 mars, la Cecilia, Angeid.

LA société qui existait sous la raison de Blondeau, Révoile & Cie., est dissoute d'un commun accord, MM. Blondeau & Dayot, sont chargés de liquider les affaires de la dite société.

A. BLONDEAU
C. REVOILE,
B. ARNOUS,
Exécuteur Testamentaire de feu V. M. Pédrau.

29 avril—3

A. BLONDEAU & N. DAYOT, ayant formé une société sous la raison de Blondeau & Dayot, continueront les affaires de la maison Blondeau, Révoile & Cie., et tiennent leur magasin dans le même local, rue de Chartres, No. 48. A. BLONDEAU,
29 avril—3 N. DAYOT.

AVIS.—Le soussigné désirant cesser de pratiquer sa profession d'horloger, prie ceux pour qui il peut avoir des montres ou autres objets, d'avoir à venir les réclamer durant la quinzaine, époque à laquelle il doit quitter la maison qu'il occupe. Il offre à vendre à l'amiable, tous ses outils, ses montres, un régulateur, et généralement tout ce qui se trouve à son horlogerie. Après cette époque, il demeure rue Moreau, No. 134, faubourg Marigny.

29 avril—3 DARAM.

EN débar